

DE L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS-MONDE ET DE SA RESOLUTION

On peut le constater aisément par les temps qui courent, il est beaucoup question de l'annulation de la dette des pays du tiers-monde. C'est à dire des pays pauvres et très endettés (P.P.T.E.). Cette exigence tend à recueillir l'accord de parties et d'associations diverses. Normalement c'est à Monterrey¹ pendant le printemps 2002, que les représentants de la Communauté des Nations riches, le G7, devaient déterminer qui sont ces P.P.T.E.. Car il s'agit de savoir quel est le taux devant être tenu en considération, entre la dette et la valeur des exportations.

Ainsi, ce n'est pas l'importance de la dette qui est le critère principal. Par exemple, si nous prenons les statistiques de l'année 2000, nous savons que – en comparant deux pays dont les chiffres sont bien connus : le Mexique et l'Argentine – cette année là, la dette extérieure du Mexique était de 160 milliards d'USD, tandis que l'Argentine avait alors une dette extérieure de 150 milliards d'USD. Or cette année là le Mexique a exporté en biens et services l'équivalent de 160 milliards de dollars, tandis que la valeur des exportations de l'Argentine était de 25 milliards de dollars. Ceci indique en l'occurrence que le Mexique peut payer sa dette extérieure avec la valeur des exportations en biens et services d'une seule année, alors que l'Argentine aurait besoin de six années de valeur de ses exportations.

En ce qui concerne la dette internationale, des dits pays du tiers-monde, il faut indiquer aussi que cette dette fut, d'une manière générale, restructurée (re-échelonnée) à la mi des années 80. En conséquence ces pays n'ont pas besoin de

¹ Mais la montagne a accouché d'une souris. La crise boursière et financière aidant, les grandes âmes ne parlent presque plus d'annuler la dette, mais pure et simplement de charité internationale.

rembourser cette dette immédiatement, ils peuvent le faire dans un avenir plus ou moins lointain. En tout cas pour le moment, ils sont obligés de rembourser uniquement les intérêts, c'est à dire le service de la dette. Or le service de la dette se situe aujourd'hui autour de 20% de la valeur de la dette elle-même. Le service de la dette est ainsi, d'une manière générale, à peine inférieur à la valeur des exportations en biens et services, si nous prenons la moyenne de ces pays.

Notons aussi que dû au surendettement, de tels pays ne peuvent pas en l'état actuel – l'insolvabilité les touchant de plein fouet – emprunter aux taux courants du marché monétaire. Ils doivent payer, en plus, une prime de risque très importante. Dans ces conditions, et ce depuis l'année dernière, un pays comme le Nigeria, par exemple, ne peut emprunter sur le marché des capitaux à moins de 40%.

Donc les P.P.T.E. sont totalement étouffés par l'endettement international. C'est pour cette raison que les belles âmes du monde, pensent que l'unique solution, pour éviter l'effondrement dans l'horreur de ces nations, est d'annuler purement et simplement les dettes extérieures respectives. Mais – car il y a un grand Mais donnant le vertige, et dont les grandes âmes ne parlent pas – cette annulation rendrait ces pays de facto insolubles, c'est à dire, sans pouvoir avoir accès au crédit. Par conséquent ces pays ne pourront plus obtenir de crédit sur le marché international et seront, par la même, condamnés à périr dans l'isolement ; à moins d'arriver à survivre de la charité internationale...

Certes, tous les chemins ne mènent pas à la mort des peuples. Car, il existe bel et bien un chemin de la raison qui mène non seulement à la solvabilité des nations, mais aussi à l'affirmation de leur vie, dans la plénitude de leurs capacités.

En effet, il convient de comprendre que les pays du tiers-monde ont non seulement déjà remboursé des sommes considérables, mais que le taux d'intérêt qu'ils doivent acquitter est extrêmement élevé, et tend à augmenter avec l'accroissement de leur endettement. C'est ainsi que, par exemple, l'Argentine avait un taux de risque pays de 900 points de base au début de l'année 2001. Puis à cause de l'accroissement de son état d'insolvabilité, ce pays va se trouver, fin novembre de la même année, avec un taux de risque pays de 4500 points de base. Ceci veut dire que ce pays ne pouvait pas, alors, emprunter à moins de $45\% + 5\%$ (taux de base sur le marché international, dit taux PIBOR), donc 50% ! Remarquons que le taux de risque pays pour l'Argentine est actuellement de 6162 points de base (*Le Monde*. 26 juin 2002, p.4).

Ainsi d'une manière générale ces pays remboursent leur dette à un taux qui est très au-dessus du taux d'usure selon les règles européennes. En effet le taux d'usure² pour l'investissement est fixé actuellement, juin 2002, dans la C.E.E., à 8,15%. De sorte que ces pays payent des taux de crédit qui sont très au-dessus des taux usuriers. Ceci s'explique par le fait que le système actuel ne connaît pas de réglementation au niveau international. Il se pose dès lors, à ce niveau là, la nécessité d'une nouvelle architecture financière. Il s'agirait alors de réglementer le crédit au niveau international, comme c'est le cas, par exemple, au sein de la C.E.E..

² Notons que le taux d'usure est le taux maximum légal.

Cela dit, il convient de noter que depuis l'apparition de ce phénomène de l'endettement, les pays dits du tiers-monde ont payé des taux d'intérêt extrêmement élevés. Ce fut le cas tout d'abord pour cause d'inflation³, puis il y a eu le phénomène du surendettement et donc la tendance à l'insolvabilité des nations. De là le célèbre « taux de risque pays » qui est donné principalement par les maisons de notations comme Moody's et Standard's and Poor's.

On peut dès lors comprendre que si la tendance à l'insolvabilité des nations tend à augmenter le coût du crédit d'une manière exorbitante, il est clair que le non-paiement de cette dette pour cause d'incapacité ne peut que provoquer le phénomène de la non-crédibilité. Donc, le simple fait que ces nations ne puissent plus avoir accès au crédit sur le marché international.

De plus il convient de faire la différence entre un état de défaillance temporaire qui peut donner lieu à un moratoire du paiement de la dette et l'état d'incapacité dans laquelle se trouveraient les pays auxquels il faudrait annuler leur dette extérieure. Car dans un cas il y a perte de crédibilité temporaire⁴, tandis que dans le deuxième cas nous avons affaire à un phénomène d'incapacité manifeste.

Par conséquent, l'annulation de la dette ne peut que conduire à la perte totale de crédibilité. Et comme on peut aisément le comprendre, un sujet économique

³ A la fin des années soixante-dix, par exemple, le taux d'inflation aux Etats-Unis se situait autour de 12%.

⁴ Cas de la Russie après l'effondrement monétaire d'août 1998. Remarquons qu'à partir de l'année 2000, la Russie a recommencé à payer sa dette extérieure, donc à faire face à ses engagements financiers.

cesse d'être ce qu'il est⁵ lorsqu'il y a perte totale de crédit. De sorte qu'une nation sans crédit ne peut dépendre pour sa survie que de la charité internationale

Pour ces raisons, il est important de tenir présent à l'esprit que l'annulation de la dette ne peut que conduire au dépérissement et à la mort d'une partie très importante de l'humanité. C'est justement ce que nous constatons présentement. Car la lutte pour la survie, au sein de ces nations surendettées, tend à conduire à la lutte de tous contre tous, à l'insécurité généralisée et aux guerres civiles totales.

Il est grand temps de comprendre que la crise du surendettement que nous connaissons, est le résultat de la dislocation des Accords de 1944. Car les mécanismes de ces Accords devaient permettre de redistribuer une partie importante des réserves or accumulées par les États-Unis pendant et entre les deux guerres mondiales. Cette redistribution sera chose faite en 1971. Mais au lieu de retourner à l'étalon-or⁶, ou d'instituer un ordre capable d'assurer l'égalité des chances entre les nations, les responsables d'alors de l'économie internationale, ont décidé de supprimer la garantie or du USD, de la monnaie des États-Unis. Donnant ainsi à ce pays⁷ le droit et le privilège exorbitant d'émettre la monnaie internationale, et de pouvoir, par la même, acheter les biens du monde avec du simple papier.

⁵ Et une nation est en tant que sujet de droit international, un sujet économique. Or, de la même manière qu'il ne peut pas y avoir de souveraineté juridique sans souveraineté économique, de la même manière il ne peut pas y avoir de souveraineté économique sans crédibilité.

⁶ Ce qui fut recommandé et prôné par Charles De Gaulle, lors de sa conférence de presse du 4 février 1965.

⁷ Rappelons que cette décision fut prise par Nixon le 15 août 1971 et confirmé par les Accords de Washington du 18 décembre de la même année.

C'est précisément cette dislocation des Accords de Bretton Woods qui va donner naissance, à partir de 1974, à un ordre dans lequel la puissance dominante trouve à son opposé, un monde enfoncé de plus en plus dans la misère la plus radicale. Cela dit, dans ce devenir, la ruse de la raison a voulu que la thèse des renversements des termes de l'échange⁸, soit l'instrument de sa propre réalisation. Ce qui va avoir comme conséquence le fait que ces pays – potentiellement très riches, selon cette théorie – vont se faire démarcher par la grande banque internationale, qui va leur prêter des sommes considérables. Puis, comme on le sait, cela va donner la fuite des capitaux. Plus précisément, l'extorsion de la chose publique, par les dirigeants de ces pays. Car dans ces sociétés – où l'État de droit n'est pas encore effectif – la chose publique est plutôt considérée comme la propriété de celui qui gouverne⁹.

De sorte que ces pays vont se trouver très rapidement handicapés par le service d'une dette, dont le capital n'a pas permis le développement des forces productives. Nous connaissons la suite, ces États vont épuiser leurs réserves et vont avoir recours à de nouveaux emprunts ; très souvent à court terme, pour combler le manque de liquidité internationale : de réserves en dollars. Cet état des choses est déjà une réalité à la fin des années soixante-dix. Mais ce qui est important, au sein de ces circonstances, c'est de remarquer que ces conditions vont produire : d'un

⁸ Plus précisément, la thèse absurde selon laquelle les matières premières devaient coûter de plus en plus cher, par rapport aux produits finis. Comme si le cuir contenu dans les chaussures pouvait coûter plus cher que les chaussures elles-mêmes, ou que la partie pouvait être plus grande que le tout.

⁹ C'est justement ce que nous appelons actuellement l'État patrimonial. Car les dirigeants de ces pays, tout comme à l'époque de l'ancien régime, considèrent que la « res-publica » est le domaine des despotes ou de ceux qui contrôlent la chose publique. Car comme le dit l'éditorial de *Le Monde*, à propos du Venezuela, « la classe dirigeante aux traditions, oligarchiques, considère volontiers l'État comme sa propriété ». 22 décembre 2002, p.9 – Ce qui est, justement, un des grands problèmes de ces sociétés.

côté, la perte d'efficacité des monnaies nationales, donc la préférence pour le dollar¹⁰, et de l'autre côté, l'apparition de la crise de l'endettement.

En effet, c'est en août 1982 que le Mexique va déclarer, devant le Conseil du Fond Monétaire International (FMI), ne pas être en conditions de servir sa dette. C'est alors que beaucoup d'autres pays d'Amérique Latine et d'ailleurs, vont expliquer se trouver dans la même situation. Cette crise va ainsi donner lieu à ce que nous appelons, en Amérique Latine, la décade perdue¹¹.

C'est pendant cette première période critique de l'endettement que va être institué le Plan Baker, du 9 octobre 1985. Lequel Plan va donner lieu à la restructuration de la dette publique et privée. Plus précisément à la dette envers des États et envers la banque internationale. Ce Plan ne concerne pas, dès lors, la dette multilatérale : celle qui est due au FMI et à la Banque Mondiale. Quoi qu'il en soit, le but de ce Plan est de renvoyer le remboursement du capital à des jours meilleurs et d'assurer, en attendant, le paiement des intérêts. C'est justement pour cette raison que, depuis lors, va apparaître en Amérique Latine l'expression : « deuda eterna, deuda externa ». Car en pratique la dette extérieure est devenue pour ces pays, une dette éternelle.

¹⁰ Notons que c'est cette préférence qui va conduire au processus de la dollarisation. Lequel processus peut se diviser en deux moments bien précis : d'une part, la période de la tendance à la thésaurisation du dollar, et de l'autre, la prise en compte du dollar comme monnaie plus ou moins nationale.

¹¹ Remarquons que ce ne fut pas une décade, puisqu'elle va durer jusqu'à 1988. Car ce surendettement fut aussi conditionné par la montée du dollar sur le marché international entre 1981 et 1985. Rappelons, à ce propos, qu'en mars 1985 le dollar valait à Paris 10,60 francs. Cependant les Accords de New York du 22 septembre 1985 vont permettre la dépréciation du dollar, de 50% par rapport au DM et au Yen, en mars 1997. Ce qui va permettre la reprise de l'activité économique en Amérique Latine, à partir du début 1988.

Certes, sur le moment le Plan Baker va apporter un moment de répit. Ceci d'autant plus que les effets de ce Plan vont se combiner avec le résultat des Accords de New York, du 22 septembre 1985, plus concrètement la dépréciation de 50% de la valeur du dollar, par rapport aux deux autres monnaies de réserve : le Yen et le DM. Cette nouvelle période sera appelée, dès lors, la décade de l'espoir. Mais le dit espoir ne va pas durer aussi longtemps. Car le processus de la thésaurisation du dollar va continuer à se manifester. Cela d'autant plus que pendant la période de la restructuration du principal de la dette, les États ont cherché à s'appropriier des dépôts en dollars. Va s'installer ainsi un esprit de méfiance à l'égard du système bancaire qui, à l'époque, était pour l'essentiel nationalisé.

C'est pendant le début de la décade dite de l'espoir – fin des années quatre-vingt – que vont se poser les questions de savoir : d'un côté, comment faire sortir les masses de dollars des bas de laine ?, et de l'autre côté, comment absorber la dette internationale ? Pour ce qui est de la première question, les réponses vont varier entre la haute rémunération du taux d'épargne, en dollar¹² et l'institutionnalisation d'un système de parité fixe et non ajustable avec le dollar¹³. Cependant ces politiques n'ont pas permis, et pour cause, de relancer suffisamment l'activité économique, pour se passer des emprunts sur le marché international, en vue de servir la dette. Car la hausse des taux d'intérêt et le renchérissement des exportations – pour cause de parité fixe avec le dollar – n'ont pas permis de trouver les sommes de plus en plus importantes de dollars pour servir la dette.

¹² Ce qui va renchérir le crédit et donc les investissements et la consommation de biens durables.

¹³ Ce qui sera le cas de l'Argentine avec la loi de 1 pour 1, du 1er avril 1991.

C'est au sein de ces circonstances que le FMI, par le biais du Plan Brady du 10 mars 1989, va proposer, en vue de réduire la dette extérieure, l'échange de la dette contre des capitaux des pays surendettés. Va alors se déclencher le processus de privatisation des grandes entreprises nationalisées, dans ces pays. Certes ces entreprises, étant donné les circonstances traversées par ces pays, étaient plutôt chargées de dettes. De telle sorte que ces États ont dû, avant de les privatiser, socialiser les dettes, c'est à dire prendre en charge le poids de leur endettement. Ce qui va, comme on peut le comprendre aisément, augmenter la dette publique et, par la même, les besoins de financement.

Or le Plan Brady ne va pas faciliter l'affaire, tout au contraire. Car les nouveaux acquéreurs – des grandes entreprises au niveau international – vont se procurer ces entreprises¹⁴ avec des obligations sous-dévaluées de la dette extérieure de ces pays. En effet, il convient de rappeler, à ce propos, que les titres de la dette de la plupart des pays latino-américains, se vendaient déjà à la fin des années quatre-vingt, en dessous de 20% de leur valeur nominale. De sorte que les entreprises acquéreurs se sont fait reconnaître ces titres à leur valeur nominale. Donc ce qui leur a coûté 20 dollars, par exemple, va leur permettre d'obtenir des valeurs effectives à 100 dollars.

C'est ainsi que, par le biais du Plan Brady, ces entreprises vont faire des affaires considérables, tandis que les États surendettés n'obtiendront pas les moyens

¹⁴ Comme celles des téléphones, de l'eau, du gaz, de l'électricité, de la production de pétrole, de la transformation de ce produit et de la vente de ses dérivées. Ainsi que les mines et des terres cultivables, etc., etc..

nécessaires pour continuer à servir leur dette. Cet échange inégal, ce pillage¹⁵, il convient de le faire remarquer, n'est pas le résultat des mécanismes du marché, mais bien plutôt de la conventionnalité. De sorte que les privatisations encadrées par le Plan Brady n'ont fait qu'aggraver les conditions économiques de ces pays. L'économie argentine étant le modèle de cette politique.

Il n'est pas, dès lors, difficile de comprendre que, dans ces conditions, les monnaies latino-américaines se trouvent constamment soumises à une pression à la baisse¹⁶. La cause principale de cette tendance étant la surdemande de dollars de la part des sociétés civiles et des États. De sorte que ces monnaies sont constamment soutenues et donc, surévaluées. Mais lorsque la loi de la pesanteur s'impose et que les crises monétaires dictent leur loi, le FMI tend à faire pression sur ces pays pour qu'ils maintiennent la parité grâce à des taux d'intérêt extrêmement élevés ; pour soi disant attirer les capitaux flottants. Rappelons que cette politique est imposée par le FMI depuis 1990. Dans la pratique elle consiste à prêter de l'argent à des pays pour qu'ils soutiennent leur monnaie¹⁷, tout en augmentant les taux d'intérêt d'une manière considérable, voire extrême¹⁸, en vue d'attirer les capitaux flottants. Car beaucoup de spécialistes continuent à penser, après les conséquences

¹⁵ Pierre Chaunu a déjà fait remarquer, à ce propos, que : « *Les conquistadores* ont marqué pour des siècles l'histoire de leur conquête. L'Amérique Latine est restée le pays que l'on n'exploite pas mais que l'on pille ». *Histoire de l'Amérique Latine*, PUF, Que sais-je ?, Paris, 1970, p.86.

¹⁶ L'exception à la règle étant, depuis 1994, le peso mexicain. L'afflux des capitaux, suite aux Accords de libre échange nord-américain – en anglais NAFTA -, a en effet permis au gouvernement mexicain de maintenir un peso surévalué, en s'appuyant sur des taux d'intérêt élevés. Mais malgré cette politique absurde le Mexique est passé d'une valeur des exportations de biens et services, de 39 milliards de dollars en 1993, à 160 milliards de dollars en 2001.

¹⁷ C'est à dire pour qu'ils achètent leur monnaie.

¹⁸ Il convient de rappeler qu'en Argentine à la veille du blocage des dépôts en dollars – le « corralito » -, le 3 décembre 2001, le taux interbancaire était à 900%. (El Pais, 2-12-2001, p.57). En Turquie ce taux avait atteint, à la veille de l'effondrement de la lire – le 22-2-2001 -, le 5000%, avec un taux d'inflation de 25%... (El Pais, 25-02-2001, p.5).

désastreuses de cette politique, que la hausse du taux de crédit attire les capitaux dits flottants... Comme si le taux de crédit était un taux de rémunération... Or n'importe quelle personne sensée, quel que soit son niveau d'études, est capable de comprendre que le crédit est une offre de monnaie¹⁹ et non pas une demande²⁰ ; que ce taux est bien un coût et non pas une rémunération²¹...

Il n'est pas difficile, dès lors, de comprendre le rôle dévastateur de la dollarisation et des politiques du FMI. Mais par delà cette simple constatation – et celle de la douleur et de la détresse humaine qu'elle implique – on se pose la question de savoir : s'il est possible de chiffrer un tel désastre, en dollars comme il se doit ? Eh bien ! Nous pensons qu'il est non seulement possible, mais nécessaire de le faire. En effet, ce coût pour les pays en développement, comme on tend à le dire encore, nous semble être le résultat de l'addition de leur dette extérieure, plus ce qui a été remboursé depuis la crise de l'endettement, plus en dernière instance la fuite des capitaux. Ceci nous donne, dès lors, fin 2001 :

- 1) Dette extérieure : 2820 milliards de dollars.
- 2) Somme déjà remboursée : 3450 milliards de dollars²².
- 3) Fuite de capitaux : 3100 milliards de dollars²³.

¹⁹ C'est bien, en l'occurrence, le système bancaire d'un pays donné qui offre de la monnaie (sa monnaie) à un taux donné.

²⁰ La demande se situe plutôt du côté des titres publics : les obligations, les bons du trésor.

²¹ Notons, à ce propos, que l'ancien chef des économistes du FMI, Michaël Mussa, a dit, en relation à cette problématique générale, que : « Ceux qui proposent une baisse des taux d'intérêt dans les pays en crise doivent certainement fumer autre chose que des substances légales. » *Le Monde*, 10-10-1998.

²² *Les Echos* du 20 septembre 2001, p. 56.

²³ A vrai dire, il n'y a pas de chiffre global pour ce phénomène. Mais les spécialistes s'accordent pour dire que cette somme est supérieure à la dette elle-même, de plus de 10%. Nous avons calculé 10%, ce qui nous donne ce chiffre de 3100 milliards.

Ce qui nous donne un résultat de 9370 milliards de dollars...

Il convient de rappeler que cette somme colossale est équivalente à dix fois la valeur moyenne des exportations, des Etats-Unis, en biens et services, pour les trois dernières années, de 1999 à 2001. Il est important aussi de noter, à ce propos, que cette somme exorbitante peut aussi être comparée au total des déficits en comptes courants de ce pays depuis l'année de la crise de l'endettement, en 1982, et ce jusqu'à 2002. Car d'un côté, il y a bien des pertes et de l'autre, des bénéfices. Par conséquent ces déficits sont l'autre face du privilège de cette nation à émettre la monnaie internationale. Donc, de pouvoir acheter les biens et les services du monde avec du simple papier. En effet, cette somme est, à la fin 2002, de 3762 milliards de dollars.

Car, il est fondamental de rappeler – si nous restons dans ce rapport de comparaison – que les États-Unis se trouvent actuellement (derniers jours de 2002) avec un déficit de comptes courants qui est quotidiennement de plus de l'ordre de un milliards et demi de dollars²⁴. Or, il convient de savoir, à ce propos, que la valeur des exportations totales de l'Amérique Latine, en biens et services, a été de quelques 400 milliards de dollars pour les années 2000 et 2001 ; puis, que le déficit courant de ces pays a été, pour ces années, de quelques 50 milliards de dollars. Notons aussi que la dette extérieure de ces pays atteignit²⁵, en 2001, la somme de 780 milliards de dollars²⁶.

²⁴ Le déficit prévisionnel de cette année 2002, est de l'ordre de 520 milliards de dollars.

²⁵

²⁶ *El Pais*, 2 mars 2002, p.4 – Il convient de remarquer que selon les prévisions de Goldman Sachs, le déficit courant des États-Unis devrait dépasser cette somme en 2007. *Financial Times*, 2-27-2002, p. 13.

Cela étant souligné, il s'agit de comprendre – comme nous venons de l'indiquer – que cet immense déséquilibre ²⁷ est le résultat du fait que la nation la plus riche du monde détient le privilège exorbitant de pouvoir acheter les biens du monde avec un papier « qu'il ne tient qu'à eux d'émettre », comme l'a si bien dit le Général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 4 février 1964. Par conséquent, il est clair que cet état de chose ne pourra être dépassé que s'il y a renégociation des Accords de 1944. Car comme le disait le Général de Gaulle lors de cette conférence, il est « nécessaire que les échanges internationaux s'établissent sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier²⁸ » .

Il s'avère, dès lors, nécessaire de comprendre l'urgente nécessité d'un tel dépassement, pour créer un ordre international capable d'assurer et de promouvoir l'égalité des chances entre les nations. Car c'est l'absence de proportionnalité dans l'échange qui est en train de conduire à la paupérisation absolue et à la mort lente d'une partie de plus en plus importante de la communauté universelle des êtres humains.

Norman PALMA

Paris, 30-12-2002

²⁷ Normalement les excédents dans le monde doivent être égaux à la somme des déficits. Or, dans l'ordre que nous connaissons actuellement l'addition des excédents – 182 milliards de dollars pour 2001 (*Financial Time*, 2-27-2002, p.13) est très inférieure au total des déficits.

²⁸ *Discours et Messages*, Tome IV, p. 332.